

La lettre d'information n°6 de

Annie GENEVARD

Janvier 2019



Restons en contact

5, rue du parc
25300 Pontarlier

Tél. : 03 81 46 55 47

annie.genevard@gmail.com

Pour recevoir ma lettre
d'information par mail,
inscrivez-vous sur mon site
anniegenevard.fr

 Annie Genevard

 @AnnieGenevard

Tableau de bord en 2018

- 42 semaines d'activité
- 83 présences en Commission
- 1003 interventions
en hémicycle
- 98 amendements proposés
- 115 propositions de loi
- 36 questions écrites


les
Républicains

Madame, Monsieur,

A l'aube de cette nouvelle année, je tiens à vous renouveler mes **meilleurs vœux de santé, de bonheur et de réussite dans vos projets.**

L'année qui vient de s'écouler a été riche en projets, en réalisations et en mobilisation. En tant que représentante du Haut-Doubs, j'ai œuvré tant sur notre territoire pour venir à votre rencontre, écouter vos revendications et comprendre les enjeux du quotidien qu'à l'Assemblée nationale où le cœur de

mon action est de défendre vos intérêts et ceux de notre cher pays.

En 2018, le nouveau monde s'est effrité, démontrant la déconnexion de la majorité avec les Français. J'ai été très mobilisée pour faire valoir les messages de nos concitoyens et je continuerai à m'impliquer totalement en 2019 au nom de l'intérêt général. Le grand débat national et les réformes à venir feront l'objet de toute mon attention.

Annie Genevard

Projet de loi « Mobilités » : un espoir pour « La Main—La Vrine » ?

La **future loi « Mobilités »**, dont la discussion au parlement a une nouvelle fois été repoussée, prévoit notamment un plan national de désenclavement routier de 1 milliard d'euros. Le **prochain aménagement de l'entrée sud de Pontarlier** devrait permettre un gain de temps, que l'Etat estime à 14 minutes, entre La Gauffre et la gare.

Concernant la section **La Main - La Vrine**, j'ai sollicité à plusieurs reprises le ministère des transports afin d'envisager des **aménagements** (notamment

un créneau de dépassement).

J'ai récemment eu la confirmation que ce type de travaux peut rentrer dans le cadre de ce plan de désenclavement routier.

J'ai pris contact avec les services de l'Etat qui m'ont confirmé la **possibilité de lancer rapidement des études** en amont. L'objectif de cette procédure étant de disposer de tous les éléments

afin d'envisager une inscription du projet dans le cadre du prochain Contrat de Plan Etat-Région. Je reste très attentive à ce dossier !



Industrie : Attention aux décisions imprudentes !

La majorité a précipitamment voté cet automne **l'interdiction du plastique en contact avec tous les produits alimentaires** dès 2020. Or, cette mesure aura des **conséquences directes** sur l'entrepreneuriat local où 1000 personnes risquent de perdre leur emploi dans les usines d'une grande entreprise du département. J'ai alerté les ministres concernés de cette décision qui a été prise sans étude d'impact préalable. Je reste attentive quant aux solutions qui pourront être apportées pour pérenniser ces emplois. Le Premier ministre et la secrétaire d'Etat à l'Industrie ont pris l'engagement auprès de moi d'y revenir. **Réduire le plastique pour préserver l'environnement, oui mais pas ainsi et dans des délais aussi ravageurs pour l'emploi.**

Au cœur des territoires

Présente chaque semaine dans nos villages, j'ai profité de la suspension des travaux du parlement pour venir à **votre rencontre** dans une vingtaine de communes, de **Villeneuve d'Amont**, commune touchée par plusieurs incendies l'été dernier, à **Chapelle des Bois**. Ces nombreux déplacements m'ont permis de **discuter longuement avec les habitants et les élus** de ces villages. Ces **échanges constructifs** me permettent de faire valoir les spécificités de notre territoire dans mon travail parlementaire et de défendre les intérêts quotidiens des Français.

Les maires m'ont interpellée sur le **devenir des communes**, les difficultés liées aux **baisses des dotations** et à la **loi NOTRe**. Je leur ai rappelé mon attachement à l'échelon communal et mon soutien aux petites communes et donc à leurs habitants. **La ruralité est vivante et je crois en son avenir.**



Gilets jaunes: des mesures en demi-teinte prises dans l'urgence

La fin de l'année 2018 a été marquée par l'exacerbation des tensions dans notre pays et la remise en cause, par nos concitoyens, du matraquage fiscal dû à la politique économique d'Emmanuel Macron. Cela s'est traduit par la crise des gilets jaunes. Après des semaines de silence assourdissant, malgré une montée des violences inquiétante et inacceptable, le Président de la République a fini par s'exprimer le 10 décembre dernier. Il a ainsi annoncé plusieurs mesures pour répondre à la détresse fiscale de nos concitoyens. Mais l'inquiétude demeure car



ces 10 milliards ne sont pas financés si ce n'est par la dette et rien n'est annoncé sur la diminution de la dépense publique qui plombe le budget de nos concitoyens et de nos entreprises. Durant des heures de débat dans l'hémicycle, les Républicains ont dénoncé le fait que l'annulation de la hausse de la CSG n'intervienne pas tout de suite, et qu'elle ne concerne pas des millions de retraités qui seront toujours autant taxés car ils n'entrent pas dans les conditions restrictives prévues par la loi portant mesures d'urgence économiques et sociales.

Non à la suppression du tribunal de Pontarlier !

Le projet de loi de **réforme pour la justice** est actuellement en débat au parlement. Sous prétexte de vouloir un système rationalisé et efficace, c'est toute la carte judiciaire que le Garde des Sceaux remet en cause ! Je suis très inquiète par ce texte de loi qui menace les tribunaux d'instance, dont celui de **Pontarlier. C'est inacceptable !**

La proximité du service de la justice est pour moi un élément essentiel de son bon fonctionnement. C'est la raison pour laquelle **j'ai déposé et défendu des amendements visant à maintenir l'organisation judiciaire actuelle.** Je reste très attentive et mobilisée sur les débats qui auront lieu en janvier sur le sujet.



2019 : Un mauvais budget qui ne répond pas aux problèmes des Français

J'ai voté **contre** le projet de loi de finances pour 2019 car **les Français sont les perdants de la politique fiscale du gouvernement.** Ce budget est injuste : au lieu de s'attaquer au gaspillage de l'argent public, le gouvernement a procédé à de **nouveaux coups de rabot au détriment des familles et des**

classes moyennes. Sous l'impulsion de ma famille politique, nous avons obtenu le rétablissement de l'indexation des retraites et des allocations familiales à compter de 2020.

J'ai également soutenu des amendements qui ont été adoptés pour la **réintroduction des fenêtres dans le Crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE).**

Questions au Gouvernement

J'ai interpellé l'exécutif sur plusieurs problématiques : La sollicitation du **Fonds de Compensation de la TVA** pour les communes ayant eu recours au transport d'eau potable cet été ; Le **manque de moyens des SDIS** dont l'augmentation des charges pèse sur leur fonctionnement... Par ailleurs, **Les Républicains demandent également la création d'une commission d'enquête sur la surmortalité des abeilles** et la situation de l'apiculture française.

A vos côtés...



A la rencontre des commerçants de Métabief



Sainte Barbe avec les pompiers du Russey



À Pontarlier, le Kiwanis et le Secours Catholique organisent en décembre leur collecte de jouets



Les lauréats du concours départemental des jeunes peintres qui iront concourir à Paris. Bravo à tous !



Le téléthon, un élan de solidarité auquel les bénévoles et associations participent activement



Nous avons inauguré l'école rénovée d'Etalans : Des locaux flambants neufs pour des enfants toujours plus nombreux !